

Dans la seconde partie, le livre dresse un panorama du contexte d'esclavage qui attendait les captifs apaches ou comanches à Cuba, et surtout il montre comment les mêmes causes produisant les mêmes effets, les Indiens esclaves originaires du Mexique qui avaient survécu au voyage trouvaient dans le marronnage, le banditisme voire la rébellion moins solitaire et plus organisée, un exutoire à leur situation, comme leurs homologues noirs en provenance d'Afrique.

Il est en effet à signaler qu'au début du XIXe siècle on retrouve souvent des esclaves indiens déportés du Mexique dans des *cuadrillas* très composites du point de vue ethnique qui faisaient régner l'insécurité dans de nombreuses régions de la grande île. Il ne s'agissait pas de cas isolés mais d'un phénomène bien connu des autorités qui réfléchissaient d'ailleurs aux divers moyens propres à l'éradiquer. Le livre rappelle que la mémoire collective cubaine en a dans certains cas conservé le souvenir.

À la fin du XVIIIe siècle, les auteurs signalent des tensions entre le vice-roi de Mexico, qui voulait envoyer à Cuba tous les captifs pour en finir avec la guerre larvée dans le Nord et le capitaine général de Cuba, le marquis de Someruelos. Celui-ci redoutait, sans doute avec raison au vu de la documentation de l'époque, que ces rebelles potentiels ne fassent profiter de leur longue expérience rebelle les esclaves noirs qui partageaient leur condition. En 1803 il écrivit même à la Couronne à ce sujet mais ne fut pas écouté, bien qu'il se soit prévalu de l'avis éclairé et circonstancié des principaux responsables du maintien de l'ordre dans l'île.

Il s'agit d'un ouvrage riche, neuf sur de nombreux points, bien documenté et très vivant, qui fait le pont entre deux histoires trop souvent étudiées séparément comme c'est en général le cas en Amérique latine.

Bernard LAVALLÉ
Université de Paris III

Guillermina del VALLE PAVON, *Finanzas piadosas y redes de negocios. Los mercaderes de la ciudad de México ante la crisis de Nueva España, 1804-1808*, México, Instituto Mora, 2012, 262 p.

L'épisode sur lequel s'ouvre cet ouvrage, celui de l'arrestation en 1808 du vice-roi Iturrigaray par le riche commerçant et propriétaire terrien Gabriel de Yermo et soixante-dix membres du Consulat de commerce de Mexico, ne relève pas de l'anecdote. Pour l'historiographie politique, cette initiative au premier abord insolite mit en effet un terme aux vellétés d'autonomie émanant d'une municipalité appuyée précisément par le vice-roi, dans le contexte désormais bien connu de vide politique provoqué par la crise de la monarchie (1808). Cet épisode, comme tant d'autres dans l'histoire économique et politique de la Nouvelle-Espagne et du Mexique indépendant, témoigne des relations parfois conflictuelles qu'entretenaient les élites locales avec la (haute) administration. Nous ne reviendrons pas ici sur la définition applicable au terme d'« élites », amplement développée par l'historiographie américaniste et particulièrement *novohispana* et considérablement renouvelée, dans une perspective comparée de surcroît, par l'historiographie moderniste espagnole. Rappelons simplement que, dans la perspective de l'auteure, il est fait référence à la fois au capital relationnel

et économique de ces grandes familles et à leur pouvoir social et politique de fait, définition *a minima* de cette véritable caste de marchands de haut vol dont la résistance fit date dans les annales de la vice-royauté, reléguant au rang de témoignages les très nombreuses « représentations » au monarque produites par le Consulat.

Parfois contradictoires, les interprétations de cet événement, unique en Amérique espagnole – il n’y eut pas d’autre déposition de vice-roi consécutive à un rejet de la part des grands commerçants confrontés à la constitution des *juntas* –, mettent en évidence la disparité des réactions enregistrées à l’encontre du décret royal de consolidation (*consolidación de vales reales*) de décembre 1804. Comme l’indiquent les premiers historiens mexicains du XIX^e siècle (ainsi Lucas Alamán, mais également Teresa de Mier), les réactions furent en effet particulièrement marquées dans le cas de la Nouvelle Espagne compte tenu de l’impact de cette mesure sur les capitaux destinés aux fondations pieuses (*capellanías, obras pías*). Ce sont ces causes économiques de la révolte contre Iturrigaray qui vont constituer la ligne directrice de cet ouvrage, dont les limites chronologiques s’étendent de la promulgation de ce décret jusqu’à la déposition du vice-roi. Certains antécédents sont toutefois rappelés, ainsi diverses mesures instaurées par le vice-roi, qui suscitèrent l’hostilité bien au-delà des élites commerçantes réunies au sein du Consulat de commerce, et contribuèrent à sa chute, amplement « facilitée », comme cela a été souligné, par la conjoncture politique de la métropole. De fait, les conspirateurs bénéficièrent de l’appui d’un représentant de la *Junta Suprema* de Séville, de l’Audience de Mexico, et de l’archevêché, entre autres autorités.

Généralement présenté par l’historiographie spécialisée comme une institution relativement conservatrice – à la différence des consulats de commerce créés au XVIII^e siècle dans d’autres régions d’Amérique espagnole, voire en Nouvelle-Espagne : Veracruz, Guadalajara – parfois monolithique, dépourvue en grande partie de la capacité d’innovation caractérisant les « capitaines d’industrie » et autres banquiers, grands mineurs et grands *hacendados* qui constituèrent ces élites nobles des millionnaires de Nouvelle-Espagne, le Consulat de commerce de Mexico acquiert au fil de ces pages une image quelque peu différente et beaucoup plus flatteuse : celle d’un organisme concentrant un pouvoir commercial et financier considérable, contrôlant les transactions réalisées sur le vaste territoire de la vice-royauté et le commerce transatlantique s’y rattachant jusqu’à la fin de la période coloniale. De même conviendrait-il de mentionner le rôle du Consulat dans la « gestion » des moyens de paiement et des mécanismes de crédit, le Consulat de commerce se transformant en véritable intermédiaire financier pour une Couronne d’Espagne avide de prêts et dons divers appelés à financer ses guerres européennes non exemptes de répercussions dans l’espace atlantique.

L’argent mexicain, inspirateur bien connu de maintes stratégies d’investissement et de préservation de la richesse dans la cas des grands mineurs *hacendados* anoblis, processus qui culmine dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, joue de toute évidence un rôle majeur dans la diversification qui s’impose dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et plus particulièrement dans les stratégies économiques, patrimoniales et sociales (création de majorats comprise) des élites représentées au Consulat de commerce, fussent-elles

« principales » ou « secondaires/secondes ». Un élément clé vient en effet renforcer le potentiel et le rayon d'action des grands commerçants et banquiers *novohispanos* : la promulgation du décret de liberté de commerce (1789), dans un contexte de rivalités impériales allant croissant dans l'espace atlantique (Grande-Bretagne, France). Aussi bien ces stratégies que la représentation institutionnelle qui en découle et l'événement étudié font apparaître un réseau de liens personnels fondés aussi bien sur les relations d'affaires que sur les liens de parenté biologique ou spirituelle unissant Gabriel de Yermo et les grands commerçants (*mercaderes*) de la ville de Mexico, à l'instar des réseaux développés par les patriarches de clans familiaux régnant sur d'immenses domaines, désormais prompts à contracter des alliances en tout genre avec les membres du Consulat de commerce.

La remise en question du pacte colonial, la priorité donnée au financement des conflits dans lesquelles l'Espagne se trouvait engagée expliquent à cet égard la modification de la fiscalité au détriment des territoires d'Amérique et particulièrement de la Nouvelle-Espagne, aussi bien incitative – les innombrables prêts consentis à la Couronne par ses riches vassaux d'origine créole ou péninsulaire – que directive – les mesures fiscales proprement dites, dont la Loi de consolidation de 1804 fut l'un des fleurons. Consentir ces prêts considérables (15 millions de pesos en 1795, garantis sur les revenus du tabac) comporta indiscutablement des contreparties pour les grands commerçants soucieux de bénéficier de voies de communication terrestres ou maritimes à même de favoriser leurs activités. Au début du XIXe siècle, la corporation (*gremio mercantil*) avait ainsi accordé huit millions de pesos, au titre de la Real Hacienda, sans compter les « dons » consentis à titre personnel par ses membres, tandis que la crise de la trésorerie royale allait s'amplifiant. L'émission répétée de ces bons (*vales reales*), leur dévaluation conséquente et l'impact de la mesure sur la propriété foncière et les fondations pieuses, ne contribuèrent pas peu à déstabiliser les deux piliers du système de crédit *novohispano*, système dont nombre d'historiens, tels Gisela von Wobeser, Asunción Lavrín, Brian Hamnett ou Carlos Marichal, ainsi que l'auteure elle-même, ont contribué à préciser le fonctionnement, fondé en première instance sur la confiance.

Bien que bénéficiaire du crédit ecclésiastique, le Consulat se montra toutefois, dans son ensemble, favorable à cette mesure qui rapporta un peu plus de dix millions de pesos à la Couronne, circonstance que l'auteur détaille tout en rappelant l'absence de flexibilité du vice-roi et l'intransigeance de la *Junta de Consolidación* qu'il présidait. Tel fut notamment le cas lors du recours aux *composiciones* par les débiteurs concernés, situation qui s'inscrit à l'encontre des « us et coutumes » invoqués conjointement par les grands commerçants et propriétaires terriens (marquis d'Altamira ou de Sierra Gorda), les grands mineurs promus au rang de financiers de la Couronne (Fagoaga) ou, à un niveau de fortune certes mineur, par de petits propriétaires (*labradores*) du centre de la Nouvelle-Espagne, diocèse de Michoacán compris, ou encore de propriétaires d'*ingenios* du Morelos. Le décret litigieux porta atteinte aux intérêts économiques d'un ensemble de riches et puissants commerçants par ailleurs producteurs agricoles et résidant à Mexico. Leur réaction fut déterminante dans la destitution d'un vice-roi partisan d'une « autorité sans limites », aux côtés d'autres facteurs comme l'appui discret d'autres membres du Consulat, la complicité de membres

de l'Audience de Mexico, ou encore la crainte d'un soulèvement populaire à visée indépendantiste, débat animant alors l'échevinage de Mexico (*Ayuntamiento*).

A partir d'une riche documentation issue des archives mexicaines et espagnoles, cet ouvrage d'histoire économique, financière et sociale tout à la fois, met ainsi en exergue l'importance des intérêts économiques de ces grands commerçants défendus par l'éditeur de la *Gazeta de México*, Juan López Cancelada. Il dévoile également le rôle – décisif – joué par les réseaux de sociabilité dans cette conjuration (voir sur ce point la remarquable cartographie de ces réseaux, chap. 2), l'entrelacs des relations familiales et formes de parenté, des loyautés et clientèles, se superposant aux relations d'affaires proprement dites dont les confréries furent elles-mêmes l'une des expressions les plus efficaces. Seule l'insurrection d'Hidalgo mettra un terme relatif à la désunion des élites tout en exacerbant l'opposition créoles/péninsulaires, ouvrant la voie à l'écriture d'un nouveau chapitre de l'histoire non plus de la Nouvelle-Espagne mais du Mexique, histoire dans laquelle l'événement étudié accède désormais à un statut symbolique. A la fois synthèse précise et discussion argumentée d'un événement se prêtant à des interprétations univoques, analyse détaillée d'histoire financière et essai d'histoire sociale dans le meilleur sens du terme, l'ouvrage de Guillermina del Valle devrait par conséquent trouver sa place dans les bibliothèques non seulement d'histoire de la Nouvelle-Espagne et du Mexique indépendant, mais également dans toute bibliothèque consacrée à l'histoire économique et sociale de l'Amérique espagnole.

Frédérique LANGUE
CNRS

Pilar CAGIAO VILA, José María PORTILLO VALDÉS (coords.), *Entre imperios y naciones. Iberoamérica y el Caribe en torno a 1810*, Santiago de Compostela, Universidad de Santiago de Compostela, 2012, 518 p.

Bien que s'inscrivant dans la visée commémorative liée au bicentenaire des Révolutions d'Indépendance hispano-américaines, cette réalisation collective présente le grand mérite de privilégier une réflexion comparée des phénomènes d'Indépendance, évitant de la sorte une juxtaposition de perspectives « nationales » qui obérerait la compréhension d'un processus caractérisé par la circulation constante des hommes et des idées dans plusieurs dimensions impériales. L'approche événementielle s'en trouve élargie, à l'inverse de la tendance observée lors de nombreuses célébrations, fussent-elles académiques, au profit, précisément, du temps long des révolutions *et* des problématiques impériales. Revendiquant un certain nombre de lignes de forces et une approche globale centrée sur l'espace ibéro-américain et caribéen, voire atlantique, *Entre imperio y naciones* est avant tout la résultante d'un débat, initié à l'occasion d'un colloque international qui s'est tenu en 2010 à l'initiative de la Cátedra Juana de Vega de l'université de Santiago de Compostela. Sont en ligne de mire non seulement la conceptualisation et la formation dans l'ordre politique et intellectuel des jeunes nations ibéro-américaines, la signification qu'ont revêtue les célébrations du Bicentenaire des Indépendances ibéro-américaines dans un espace englobant plusieurs continents, mais également la viabilité d'un système